

Propos sur la défense

ILS ONT DIT....

Cet article de Frédéric Pons fait avec justesse et très précisément le point sur les relations entre les armées et l'exécutif. Les engagements financiers apparemment pris, les témoignages d'affection des différents membres de l'exécutif, un remarquable 14 juillet, sans débordement, mais aussi un fort sentiment populaire envers les armées devraient permettre de rétablir des rapports de confiance. Le moindre accroc en revanche, le moindre nouveau faux-pas serait désastreux y compris au niveau politique. Le poids électoral des militaires de leurs familles, des associations a été souvent négligé. Le chantier de la modernisation des armées a montré qu'une mobilisation, certes discrète mais réelle pouvait amener des amendements à des projets initialement bien méprisants envers les militaires et leur environnement. L'étude des votes dans les villes de garnison en vue des prochaines élections populaires pourra être un indicateur significatif.

Les armées face à la réforme, Valeurs actuelles du 31 juillet 2008

Malgré l'ampleur des sacrifices à venir, les militaires sont plus sereins que les civils. Ils ne demandent que le respect et la reconnaissance d'un engagement exigeant et de leurs qualités professionnelles.

D'abord nié, puis sous-estimé, le malaise entre Nicolas Sarkozy et les armées a finalement été confirmé par l'avalanche d'hommages et d'encouragements récemment adressés par l'Élysée et le gouvernement aux militaires. « *Le moral est moyen* », reconnaissait le général Elrick Irastorza, patron de l'armée de terre, le 24 juillet. Déçus par une série de maladroites du chef de l'État à leur égard, les militaires avaient été choqués par les mots du président après la tragique affaire de Carcassonne. Ils avaient fait part de leur désarroi, au moment où le pays leur demandait un nouvel effort d'adaptation pour moderniser l'outil de Défense.

Il fallait des mots de réconfort, des gestes symboliques. Ils sont venus, tardivement, en rafales. Le 13 juillet, Nicolas Sarkozy adressait à l'ensemble de la communauté militaire une lettre d'hommage. Le lendemain – attitude inhabituelle –, il restait debout pendant toute la durée du défilé des troupes sur les ChampsÉlysées. Plus tard, il renouvelait sa « *grande confiance* » et « *la fierté des Français* » pour leurs armées. Il demandait aussi à ses ministres de s'impliquer, avec les mêmes éléments de langage : fierté, encouragements, pédagogie des réformes, autant pour expliquer que pour rassurer.

Les 19 et 20 juillet, Hervé Morin était en Afghanistan. Dans la vallée de la Kapisa, où la France déploie son bataillon de renfort, il ouvrait une boîte de ration pour dîner avec les paras et dormait sous la tente, multipliant les marques de sympathie. Les 25 et 26 juillet, Jean- Marie Bockel, le secrétaire d'État à la Défense, lisait aux casques bleus français de la Finul (au sud du Liban) un "message personnel" de Nicolas Sarkozy, débordant de compliments : « *confiance et soutien* », « *disponibilité et professionnalisme* », « *reconnaissance pour votre engagement et votre dévouement sans faille* », « *ingéniosité et générosité* », « *conviction, persévérance, enthousiasme, sérénité, rigueur, compétence* »...

Conciliants, les militaires rencontrés sur place acceptent avec lucidité ce témoignage d'intérêt politique, validé il est vrai par l'enthousiasme et la sympathie non feints de Bockel, lui-même colonel de la réserve opérationnelle. Ici, même loin des rumeurs parisiennes, les propos tenus à Carcassonne avaient été mal acceptés. Et personne n'a oublié le faux pas du 7 juin : présent à Beyrouth, Nicolas Sarkozy avait annulé au dernier moment sa visite au contingent français, qui l'attendait avec impatience. « *Soyez assurés que je ne manquerai pas de venir à votre rencontre dès que l'occasion s'en présentera à nouveau* », a-t-il promis dans son message du 26 juillet.

Pas dupes des efforts faits pour "raccrocher les wagons", les militaires veulent d'abord assurer au mieux leur mission difficile, dans une région hésitant entre la guerre et la paix. En opérations extérieures (près de 11 000 hommes) comme en France, ils souhaitent voir les choses s'apaiser, ils souhaitent se concentrer sur leur "coeur de métier" – les opérations – et surtout réussir la réforme annoncée, le 24 juillet, avec deux mois de retard. « *Nous devons assurer le 14 juillet dans les meilleures conditions de sérénité et passer le cap difficile du Congrès sur la réforme de la Constitution* », plaide-t-on au ministère de la Défense. Directement concernés par des suppressions d'unités, de nombreux parlementaires faisaient leur mauvaise tête. L'Élysée avait préféré repousser la publication de la réforme des armées au 24 juillet, pour mieux s'assurer de leur vote, le 21 juillet.

Directeur adjoint à l'Ifop, Jérôme Fourquet évoque « *un sentiment d'abandon et de trahison* », sur la foi de son « baromètre politique des Français ». Les « sacrifices » touchent des villes de garnison traditionnellement à droite. À Dieuze, Bitche, Barcelonnette, Bourg-Saint-Maurice, Nicolas Sarkozy avait obtenu plus de 60 % au second tour de la présidentielle de 2007, presque autant à Noyon, Langres et Briançon, autant de villes privées de leur garnison. Précision de Fourquet : « *Avant de voter massivement en faveur de Nicolas Sarkozy, ces villes avaient souvent été séduites par le vote frontiste et le score du non au référendum de 2005 y avait été des plus vigoureux.* »

La publication de la nouvelle carte militaire de la France confirme l'ampleur du séisme attendu entre 2009 et 2014 : 54 000 postes supprimés, 82 unités fermées (dont 20 régiments et bataillons de l'armée de terre, 11 bases aériennes et 1 base aéronavale), 33 unités transférées. « *C'est la réforme la plus ambitieuse depuis 1882, quand la France avait tiré les leçons du désastre de 1870* », assure Hervé Morin (le soutien et l'administration avaient été placés sous l'autorité des armées).

Réalistes, les militaires avaient prévu ce maelström, conséquence directe de l'état critique des finances publiques, des choix du livre blanc et des contraintes de la révision des politiques publiques. Pragmatiques, ils s'attendaient à des réductions drastiques : l'armée de l'air fermera 11 bases (1 sur 4) et passera de 350 à 234 avions de combat en ligne ; la cavalerie perdra un tiers de ses escadrons Leclerc (115 chars en moins), l'artillerie 4 régiments sur 13, le génie 3 sur 11.

La priorité donnée à la mutualisation interarmées du soutien entraîne *ipso facto* la fermeture de 7 états-majors sur 24, d'unités de transmission (3 sur 8), du matériel (3 sur 9) et de la logistique (8 sur 22). Des bases de défense (80 en métropole et 7 outre-mer) vont réduire la dispersion actuelle, y compris outremer où 3 régiments et 3 bases aériennes seront fermés. « *Je préfère une armée resserrée mais parfaitement équipée et entraînée qu'une armée nombreuse que l'on rationne* », explique François Fillon. Il promet que les économies réalisées (2 milliards par an) seront intégralement affectées à l'équipement des forces et à la condition militaire.

Le choc affecte davantage les civils (élus, commerçants) que les militaires, malgré quelques situations difficiles : les conjoints obligés de

déménager et de perdre leur emploi (10 000 sont concernés dans l'armée de terre) ; les cadres (souvent sous-officiers) qui avaient acheté leur logement dans une zone appelée à devenir un « désert militaire » (7 000 propriétaires chez les « terriens »).

L'armée de terre devra perdre 24 000 hommes en six ou sept ans. Son chef, le général Irastorza, a exprimé très clairement le sentiment de tous : « *Nous ne ferons pas autant avec moins. Cela tombe bien car on nous demande de moins faire.* »